

RAPPEL DES TRAVAILLEURS

De chacun selon ses forces
A chacun selon ses besoins.

DES VILLES ET DES CAMPAGNES
Organe de la Fédération Ouvrière Socialiste de la Côte-d'Or
PARAISANT TOUS LES SAMEDIS

La Terre au Paysan

La Machine à l'Ouvrier

RÉDACTION ADMINISTRATION
DIJON - Place du 1^{er} Mai, 5 - DIJON

10 CENTIMES
LE NUMÉRO

ABONNEMENTS
Un an, 5 fr. - Six mois, 2 fr. 50., payables au bureau du journal.
Les frais en sus pour recouvrement par la poste.
L'abonnement est payable d'avance et se continue jusqu'au refus du journal.
ANNONCES
La Ligne, 25 cent. En réclame, 40 cent. Les annonces commerciales se traitent de gré à gré.

On s'abonne sans Frais dans tous les bureaux de postes -

A NOS ABONNÉS

Plusieurs camarades se sont plaints de n'avoir pas reçu l'un de nos précédents numéros alors que nous sommes sûrs de leur en avoir fait l'envoi et qu'ils ne nous sont pas revenus.

Pour notre dernier numéro, bien que notre imprimeur nous affirme les avoir tous mis à la poste vendredi soir, un très petit nombre l'ont reçu samedi matin et les autres le dimanche.

Nous espérons qu'à l'avenir l'Administration des Postes assurera un peu mieux notre service, mais nous prions ceux de nos abonnés à qui le journal n'arriverait pas, d'adresser de suite une réclamation à M. le Directeur des Postes à Dijon.

P. A. VAUX

Nous recevons du citoyen P. A. Vaux, avec prière de l'insérer, la lettre suivante.

Paris, le 26 mars 1902.

Aux électeurs de la première circonscription de Dijon.

Mes chers concitoyens.

Fatigué, pour ne pas dire plus, de la vie parlementaire je ne vous demanderai pas le renouvellement de mon mandat.

Comme Jérôme Paturot, je suis revenu des grandeurs et avec Cincinnatus je retourne aux champs.

A mes électeurs, à tous ceux qui m'ont conservé leur estime et leur confiance je dirai : Si vous voulez l'unité morale de notre pays si divisé, n'accordez vos suffrages qu'au candidat qui aura dans son programme l'abrogation de la loi Falloux et le monopole de l'enseignement. Il est inadmissible qu'une partie de la nation reçoive une instruction qui la rende l'ennemi irréconciliable de l'autre.

La séparation des églises et de l'Etat, la liberté des cultes sous l'autorité des lois, et le service militaire de deux ans. Avec l'expédition des affaires courantes si la prochaine chambre réalisait ce programme qui est tout simplement l'ancien programme républicain, elle aurait bien mérité du pays.

Le jour où une majorité vraiment républicaine accomplira ces réformes primordiales, ce jour-là seulement je regretterai de ne pas en faire partie.

Agréé, chers concitoyens, avec l'expression de mes sentiments dévoués à la démocratie, l'assurance de mon éternelle gratitude.

Vive la République démocratique et sociale.

P. A. VAUX,
Député sortant

L'ENSEIGNEMENT

La question de l'enseignement va certainement jouer un rôle important dans le programme des prochaines élections, et il importe que le parti socialiste place cette question, trop négligée jusqu'ici, au premier plan de ses revendications.

Occupé, absorbé par les luttes journalières pour faire reconnaître son existence, son droit à la vie, pour se faire accepter comme un parti politique, avec lequel il fallait compter, il a quelque peu négligé cette question vitale de l'enseignement qui sert à préparer les générations futures, la France de demain.

Mais aujourd'hui que les anciens partis, bien à regret, et seulement forcé par l'évidence, ont dû se servir pour faire une place à ce nouveau venu qu'ils voient, avec stupeur, grandir tous les jours d'une façon in-

quiétante, le parti socialiste a pour devoir de porter toute son attention sur la question de l'enseignement comme sur une de celles dont la solution, dans un sens ou dans un autre, aura la plus grande influence sur les destinées du pays et sur le triomphe facile ou l'ajournement indéfini et tourmenté des réformes sociales.

Le parti socialiste, encore à l'état de minorité, passera dans un avenir prochain, plus prochain certainement qu'on ne le pense généralement, à l'état de majorité et aura charge d'appliquer ses théories et de les faire entrer, en ce qu'elles auront d' applicable, dans le domaine de la pratique. Aussi est-il essentiel qu'il se préoccupe dès maintenant de préparer une génération de jeunes gens capables de comprendre et d'appliquer des doctrines qui ne sont en somme que la résultante du progrès social.

Actuellement, on donne au peuple l'enseignement primaire aussi réduit que possible.

L'obligation est bien inscrite dans la loi, mais elle est si peu appliquée qu'elle n'a guère pour résultat que de supprimer, ou à peu près, les complètement illettrés; et, si l'on considère que, dans la Côte-d'Or, département classé comme un des départements où les écoles sont le mieux fréquentées, le quart seulement des élèves obtient le certificat d'études primaires, si on considère encore le peu d'instruction que représente ce certificat, on peut affirmer hardiment que les trois quarts des enfants du peuple, plus la totalité de l'autre quart, ont une instruction primaire absolument insuffisante.

L'enseignement secondaire est réservé à la bourgeoisie. Les études y durent de longues années et un ouvrier, même habitant la ville où se trouve le lycée ou le collège, ne peut songer à y mettre ses enfants.

A plus forte raison, le paysan habitant la campagne.

Ils n'ont l'un et l'autre qu'un droit celui de payer leur part d'impôts, part très largement comptée, pour donner gratuitement aux fils de bourgeois l'instruction qui leur permettra ensuite d'exercer les professions dites libérales ou d'occuper les hautes fonctions grassement rétribuées.

Je sais bien que l'on donne, à la suite d'un concours, des bourses par-ci par-là à certains élèves peu fortunés; mais, outre que ces bourses constituent une infinie exception, elles sont données non pour aider à l'émancipation du peuple par son développement intellectuel, mais bien pour assurer le recrutement des cadres de la bourgeoisie impuissante à se suffire à elle-même et obligée de puiser dans le peuple, cette pépinière inépuisable, aussi riche que peu cultivée, les sujets d'élite qui lui permettent de conserver sa supériorité en la justifiant.

Il faut d'abord donner une bonne et solide instruction primaire à tous les enfants sans distinction de classe, appliquer sérieusement le principe de l'obligation et reporter à treize ans au moins les examens du certificat d'études primaires.

Il faut s'opposer au maintien des classes primaires dans les lycées et collèges, afin de ne pas créer une division des enfants en deux catégories :

les enfants du peuple allant à la laïque, ceux des bourgeois allant à la classe primaire du lycée.

Si la promiscuité des enfants du peuple répugne à messieurs les bourgeois, ils garderont leurs fils et leurs filles chez eux; ou bien, mieux inspirés, ils s'emploieront à rendre plus spacieuses, plus propres, plus coquettes les classes primaires. Si les petits camarades ouvriers sont par trop mal ou pas assez habillés, ils doteront largement les caisses scolaires pour qu'elles puissent y pourvoir et ce sera grand bénéfice pour tout le monde.

Il faut ensuite que les portes de nos collèges et lycées s'ouvrent toutes grandes pour les élèves qui, après sélection, seront reconnus les plus aptes à recevoir l'enseignement secondaire. Il y a là pour les socialistes une application du principe d'égalité intellectuelle et sociale et une des plus belles conquêtes qui puissent tenter et séduire leurs cœurs généreux.

Il y a là pour les républicains un devoir à remplir envers le peuple qui est tout à la fois l'âme et le corps de la République, qui est toute la République.

Il y a là pour les nationalistes mêmes, si réellement ils aiment leur pays comme ils le disent, une richesse nationale qu'il ne leur est pas permis de ne pas mettre en œuvre, puisqu'elle permettrait à la France, devançant les autres nations dans cette voie, d'occuper une situation telle que nos désastres de 1870 seraient largement vengés.

Mais nous connaissons les bons apôtres et nous estimons qu'il est sage et prudent de ne pas trop compter sur leur concours.

Ici vient se placer la grosse question de la liberté ou du monopole de l'enseignement; nous la traiterons dans un prochain article.

BOUHEY-ALLEX.

CHOSSES D'ESPAGNE

On sait comment le gouvernement espagnol s'est comporté en Catalogne; on sait comment par son impéritie, il y a provoqué l'agitation révolutionnaire. Les tortures infligées aux prisonniers de Montjuich ont soulevé l'indignation de l'Europe. Aux yeux du gouvernement, tous ceux qui réclamaient plus d'ordre et de justice étaient des anarchistes et c'est avec une férocité inouïe que les grèves de Barcelone ont été combattues.

Les gardes civiles avaient reçu le droit de tirer sur les émeutiers sans ordre, sans sommation. Dans les rues de Barcelone, les soldats étaient armés de fusils de guerre à longue et meurtrière portée; des passants inoffensifs ont été blessés à un kilomètre de distance; des hommes ont été tués chez eux par des balles qui avaient percé les murailles.

Mais il paraît que la force militaire qui permet de comprimer le mouvement dans la rue, n'est pas capable de maintenir un ordre durable et qu'il ne suffit pas de mitrailler les ouvriers pour faire régner la prospérité et la tranquillité publiques. La reine régente d'Espagne vient de constituer un nouveau ministère et l'on nous apprend que ce cabinet constitue un véritable changement de politique, dans un sens très démocratique et de réformes sociales.

On affirme que M. Canalejas, ministre des travaux publics est décidé à créer dans son département une direc-

tion du travail dont le secrétariat sera confié à un socialiste.

Nous voulons croire que ces tendances sont sincères; que ce ne sont pas là des réformes en façade pour engourdir l'activité des prolétaires espagnols et nous espérons aussi que le socialiste qui acceptera ce périlleux honneur de collaborer à un gouvernement que tant d'actes antérieurs ont rendu odieux, sera assez libre pour faire œuvre utile et aura la volonté et le courage de ne pas trahir les espérances de ses corréligionnaires politiques.

Mais une question se pose naturellement à notre esprit. Si, vraiment, il paraît, aujourd'hui, utile à la monarchie espagnole de tenter une évolution vers la démocratie, si elle croit pouvoir sans péril confier une partie de ses intérêts à un socialiste, pourquoi a-t-elle attendu si longtemps, pourquoi a-t-elle si longtemps répondu par des tortures et des fusillades aux instances du prolétariat espagnol?

Toutes ces crises qui ont tristement marqué les années qui viennent de s'écouler en Catalogne, toutes les violences, tous les supplices auraient pu être évités si le gouvernement espagnol avait compris son devoir plutôt. Ce n'est pas après le sang répandu qu'il aurait dû s'apercevoir que les revendications ouvrières contenaient une large part de vérité. Et, par conséquent, de ce sang répandu, nous avons le droit de le considérer comme responsable.

Toutes les fois qu'il se produit un mouvement populaire, en Espagne comme en tout pays, comme en France, c'est à des meneurs qu'on en attribue l'origine; ce sont les socialistes qu'on accuse de l'avoir fomenté. Certes ce sont des socialistes qui protestent, se révoltent, pressent de leur force sur les décisions des gouvernements; mais ils ne le font que parce qu'ils y sont obligés et les véritables meneurs ce sont ceux qui les y obligent.

Les véritables meneurs ce sont les hommes qui prétendent comprimer toutes les aspirations populaires, qui gouvernent avec les gendarmes et s'opposent à tout changement de l'édifice social; ce sont ceux qui ne cèdent qu'après avoir essayé en vain de détruire leurs adversaires. Ces prétendus partisans de l'ordre, sont les fauteurs du désordre public et c'est sur eux que doit retomber la réprobation de la conscience des justes et des pacifiques. L'ordre qu'ils veulent maintenir c'est l'immobilité dans la routine et les abus.

Les hommes de l'ordre véritable sont ceux qui, inspirés par les perpétuelles transformations de la vie politique et économique, voudraient que les rouages de la société fussent, eux aussi, en perpétuelle transformation, ce sont ceux qui dénoncent les abus avant qu'ils aient exaspéré les malheureux, qui en souffrent, et qui, s'ils étaient les maîtres, rendraient les insurrections et les grèves inutiles, en en supprimant les motifs légitimes; ces hommes de l'ordre véritable, ce sont les socialistes.

L. R.

Socialisme et Réaction

Aux derniers temps de l'Empire, alors que le mouvement démocratique devenait chaque jour plus puissant, qu'une irrésistible poussée du peuple souverain semblait vouloir culbuter Bonaparte de son trône, vous observiez ce phénomène :

« Que vous parlez à quelque dirigeant d'alors, d'une république possible et prochaine, il ne manquait jamais de vous répondre :

« La république ! chimère. La république est impossible en France ».

Et cinq minutes après il était curieux d'entendre le même homme vous faire cette réflexion :

« Au fait, mon cher, je suis plus républicain que vous ».

Notez qu'il se faisait une idée toute spéciale de cette république dont il n'avait que la notion la plus vague ou la plus fautive. Il ne consentait que très difficilement à se la représenter autrement que sous les traits d'une Furie grimaçante, semant partout sur son passage, l'émeute, l'insurrection, la violence, laissant le pays à feu et à sang, les champs ravagés, les villes pillées... Et par la contradiction la plus extravagante, il mettait (sans en penser un mot d'ailleurs), une sorte de point d'honneur à se dire plus « avancé » que vous.

Qu'est-ce à dire ? C'est que d'instinct le bonhomme sentait bien que la république c'était l'avenir : que la république c'était l'égalité mise à la place du privilège, la liberté au lieu de la tyrannie, la justice mettant fin au abus; que c'était l'honnêteté politique, l'arche sainte de nos destinées et de nos espérances !

Et en dépit de lui-même, il se voyait obligé de reconnaître, et se réclamer de cet idéal si noble et si pur...

La République est venue; elle a été proclamée et organisée. Mais pour son malheur, et pour le nôtre, l'Assemblée versaillaise qui guida ses premiers pas, fut une bien vilaine fée. Elle se plut à la charger d'entraves, à l'orner d'ornements monarchiques. Elle la fit à son image; rétrograde et tardigrade ! Elle fut cependant obligée de la proclamer, elle qui eut voulu rétablir la monarchie. Et pour peu, les constituants de 1875 auraient dit, eux aussi, à l'Extrême-gauche :

« Nous sommes plus républicains que vous ! ». La République a duré; tant bien que mal elle a vécu. Mais le prolétariat veut mieux, il aspire à en faire la République sociale. Ce n'est plus comme naguère, sur la faveur d'une révolution bourgeoise qu'il compte à présent. C'est par sa force propre, et au nom de son idée propre qu'il veut agir. Le peuple a son organisation à lui, sa puissance à lui. Par les syndicats et les coopératives, il a un pouvoir économique grandissant. Par le suffrage universel et la Démocratie, il a une force indéfiniment extensible. Tous les jours il s'instruit, il s'organise, il s'édifie. Il sait par quelle suite d'institutions et de lois il espère aboutir à son but final, qui est le socialisme.

Et là, même comédie se renouvelle de la part de nos bourgeois dirigeants :

Entretenez-les de vos aspirations, Dites-leur qu'il est temps de réaliser pleinement les principes affirmés de 1789, par la grande Révolution française. Ajoutez que nous allons, que nous devons aller vers un régime économique meilleur; que la puissance du travail se substituera un jour à la puissance du capital. Continuez la démonstration; prouvez que tant que les particuliers, des classes détiendront les moyens de produire, l'autorité sur le plus grand nombre sera détenue et exploitée par quelques-uns; et que, par